

MILITANT COMMUNISTE



Numéro 9 - 1 €

AVRIL 2004

SOMMAIRE

EDITORIAL
UNITE D'ACTION CONTRE
L'EUROPE IMPERIALISTE

RESOLUTION :
Les Bases de l'action de
Militant Communiste

ELECTIONS REGIONALES et
CANTONALES:
Manifestations
d'opportunisme dans la
mouvance
Marxiste Léniniste

SOCIAL :
Retour sur les grèves de
Mai-Juin 2003

ETATS UNIS – la situation du
prolétariat
- par Alliance ML –US.

Ce bulletin est publié en direction des militants communistes. Notre but n'est pas de créer un énième groupe prétendant détenir la légitimité communiste. Il est de contribuer à l'unification des communistes en France à partir de leur idéologie commune le Marxisme Léninisme et de leur combat commun contre l'impérialisme, le capitalisme, le révisionnisme, le réformisme, le trotskisme et pour la révolution socialiste.

Notre but est de contribuer à la construction d'un seul et véritable Parti Communiste.

Adresse électronique :
Militant@militcom.org
Site Internet :
www.militcom.org

POUR UNE CAMPAGNE COMMUNISTE COMMUNE

CONTRE L'EUROPE CAPITALISTE IMPERIALISTE

Les prochaines élections pour le parlement européen et la perspective d'une constitution qui consacrerait le projet d'un système politique européen intégré, supranational à vocation impérialiste ouvre un terrain de lutte politique qui donne aux communistes la possibilité de mettre en difficulté et même en échec les plans de la bourgeoisie impérialiste française, sur cette question cardinale.

L'expérience catastrophique que les ouvriers et les autres couches de travailleurs exploités ou au chômage font à leurs dépens depuis le début du processus de construction européenne, permet de prévoir en effet une abstention massive aux élections au parlement européen et un rejet fort d'une constitution qui enlèverait à chaque peuple, dans chaque pays, de décider par ses luttes de son propre destin économique, politique, social et culturel.

Rassemblés dans un seul front contre l'Europe capitaliste-impérialiste, les communistes peuvent réapparaître à la masse de notre peuple comme les représentants de sa volonté politique.

En revanche, divisés, ils ne parviendront pas, une fois de plus, à constituer une force politique suffisamment active et efficace pour être reconnue comme représentative de cette volonté. Dans cette hypothèse irresponsable inconcevable, les communistes auraient encore manqué une occasion de gagner l'intérêt de ceux dont ils ambitionnent être l'avant-garde.

Il est vrai que l'approche de la question européenne, de même que les argumentaires qui s'y rapportent, ne sont pas les mêmes selon les organisations communistes. Sans doute, c'est notre point de vue, certaines ont tendance à privilégier la dimension nationale. D'autres, au contraire ont tendance à l'occulter ou à la sous-estimer. Ces divergences relèvent du domaine du débat, voire même de la polémique entre communistes.

Mais il est clair aussi que toutes ces organisations, à des nuances près partagent des objectifs politiques communs.

En se basant sur la lecture des publications de l'ensemble des organisations qui se réclament du marxisme-léninisme, le Collectif Militant Communiste les a rassemblés dans un projet de plate-forme unitaire.

Nous vous proposons de prendre connaissance de ce projet de plate-forme, d'en discuter les différents points et de participer à une première réunion pour mettre au point une plateforme définitive pour en faire la base politique d'une campagne commune dans un cadre qu'il conviendra de définir.

Ce cadre, nous le souhaitons, nous, le plus organisé en commun possible, étant entendu bien sûr, qu'à côté d'une campagne COMMUNE, chaque organisation, dans le cadre de son activité politique propre conservera toute liberté de développer ses propres analyses et ses propres arguments, sans entrer, évidemment en contradiction avec la plate-forme commune. Mais toute position, sur ce plan de l'organisation, est à examiner et à discuter.

Si vous êtes d'accord sur le principe, prévenez le Collectif Militant Communiste à son adresse électronique Militant@militcom.org. Une première réunion pour préparer cette campagne commune se tiendra à Paris le 10 avril 2004 de 10h à 17 h. L'adresse vous sera communiquée ultérieurement

Militant Communiste

Cet appel a été proposé aux organisations suivantes :

Voici par ordre alphabétique la liste de ces organisations : CEMOPI, Cercle Henri Barbusse, Coordination communiste 52/62, Communistes en lutte, PCOF, Communistes, PRCF (ex FNARC) , URCF(ex coordination communiste) .

A la date du 29 Mars 4 organisations ont annoncé leur participation.

PROPOSITION DE PLATEFORME UNITAIRE SUR L'EUROPE A L'OCCASION DES FUTURES ELECTIONS EUROPEENNES

- * Contre la consolidation et pour la destruction de l'Europe capitaliste-impérialiste,*
 - Machine de guerre coloniale contre les peuples du Monde pour la reconquête et le repartage de la planète,*
 - Machine de guerres inter-impérialistes entre blocs capitalistes rivaux.*
 - Machine de guerre de classe contre les travailleurs des différents pays du continent européen.*
 - * Pour le droit des peuples du Monde et d'Europe de construire eux-mêmes leur système économique, politique, social et culturel, sans ingérence étrangère, comme processus historique de la lutte des classes à l'intérieur de chaque pays.*
 - * Pour le retrait de la France des institutions européennes et de toute autre structure impérialiste économique ou militaire.*
 - * Contre le projet de constitution européenne et pour un référendum sur cette question.*
 - * Contre la constitution d'une armée européenne.*
 - * Pour le boycott des élections européennes de 2004.*
 - * Pour une France socialiste développant l'amitié et la coopération avec les pays pacifiques du Monde entier, quel que soit leur système économique.*
- Pour la solidarité internationaliste entre les nations et les peuples opprimés et les travailleurs exploités du Monde.*
-

Résolution adoptée le 13 décembre 2003

La grave régression révisionniste du mouvement communiste et ouvrier international déclenchée par le XXème congrès du PCUS¹ a conduit à la disparition des Partis communistes ou à leur transformation en partis sociaux-démocrates, en partis de la paix de classe avec la bourgeoisie, en partis du statut-quo capitaliste. Le prolétariat, privé de son état major de combat, désarmé devant l'offensive du capital, en subit aujourd'hui lourdement les conséquences. Redonner au prolétariat ses armes de combat et en particulier son Parti est la tâche principale et urgente de tous les communistes convaincus.

La situation du capitalisme impérialiste

Trente années d'expansion du capitalisme après la seconde guerre mondiale (1945-début des années 70) ont pu faire croire que le système impérialiste était capable de surmonter ses contradictions sans crises majeures et sans guerres inter-impérialistes. Cette période est terminée. Quels que soient ses efforts pour l'enrayer, le mécanisme de la baisse tendancielle du taux de profit approfondit et aggrave les contradictions fondamentales du capitalisme. Cette loi, inhérente au mode de production capitaliste induit en particulier au dernier stade de ce système, l'impérialisme, une lutte effrénée pour la conquête de nouveaux marchés internationaux, pour l'extension de la masse des profits visant à contrecarrer la baisse de leur taux. Contrainte à la coexistence pacifique et aux compromis territoriaux entre impérialismes rivaux par l'existence du camp socialiste (et même après que celui-ci fut dénaturé après la victoire du révisionnisme), cette rivalité contenue mais de plus en plus explosive entre impérialismes s'est emballée devant les espaces ouverts par la destruction et la liquidation de l'ex-camp socialiste, l'affaiblissement consécutif des luttes de libération nationales et l'émergence de nouveaux impérialismes. Elle conduit aux guerres de reconquête coloniales et à la guerre inter-impérialiste.

Cette aggravation des contradictions inter-impérialistes, est illustrée par le récent affrontement

¹ Les éléments révisionnistes existaient avant le XXème congrès, mais celui-ci marque le signal général de l'offensive générale du révisionnisme dans le bastion du socialisme et au sein du mouvement communiste international

politique international entre la France et les Etats-Unis sur l'IRAK et par la lutte économique et politique que se livrent l'Europe impérialiste (elle-même divisée) et les USA. Cette lutte pour un repartage du monde s'accompagne d'une exploitation accrue des travailleurs et des peuples du monde et conduit dans les métropoles impérialistes comme en France à une remise en cause des « acquis » sociaux (salaires, retraites, services publics..) et ouvre une nouvelle période d'exacerbation de la lutte de classe.

La situation des travailleurs

En France, face à cette offensive de la bourgeoisie et du capital, la classe ouvrière se trouve dans une situation difficile. Le prolétariat industriel est affaibli par la destruction des grandes concentrations traditionnelles (sidérurgie, mines, textile..), les délocalisations industrielles et par la transformation des processus de production (informatique, automatisation, nouveaux moyens de communication). La paupérisation s'accroît et détourne de larges couches de la lutte politique au profit de la seule lutte quotidienne pour la survie car la classe ouvrière a été dépossédée de ses armes de combat par une longue domination du révisionnisme : dégénérescence du Parti communiste, domination des syndicats par l'aristocratie ouvrière acquise à la cause du capital et intégration de ceux-ci à l'appareil d'Etat (gestion d'organismes paritaires, mutuelles...). Aujourd'hui, le prolétariat n'a plus conscience de sa mission historique, et la refuse même sous la pression permanente de l'idéologie bourgeoise et de la criminalisation du communisme. Il mène une lutte défensive économique limitée contre les attaques du capital. Séparé du communisme qui est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme « *le mouvement ouvrier dégénère et s'embourgeoise inévitablement. En se cantonnant dans la lutte économique, la classe ouvrière perd son indépendance politique, se traîne à la remorque d'autres partis, trahit la grande devise : l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* »²

² Lénine « les objectifs immédiats de notre mouvement » (Œuvres tome 4)

Le mouvement communiste en France

La situation dans laquelle se trouvent les communistes est une situation inédite dans l'histoire du mouvement ouvrier. Le PCbUS s'est édifié en période favorable de montée du mouvement révolutionnaire où le marxisme avait gagné à sa cause les éléments les plus conscients du prolétariat. Plus tard d'autres partis ont pu s'édifier grâce à la direction de l'Internationale communiste dans des contextes d'effervescence révolutionnaire (lutte contre le fascisme, luttes de libération nationales).

La domination révisionniste sur le mouvement communiste en France depuis quelques décennies a conduit à la rupture de la liaison du socialisme et du mouvement ouvrier. Les communistes se retrouvent non organisés ou dispersés dans de multiples organisations rivales coupées des nouvelles générations ouvrières qui n'ont aucun vécu de l'histoire du communisme et ayant de lui une image pervertie et repoussante projetée par les puissants moyens de propagande modernes de la bourgeoisie.

Les conditions de l'édification d'un véritable Parti communiste

Devant cette situation il n'est pas un communiste conséquent qui n'ait conscience que la tâche principale, posée et à résoudre c'est celle de l'édification du parti de la classe ouvrière. En effet, tant qu'ils resteront soit isolés soit dispersés dans un certain nombre de groupes, les communistes seront objectivement inexistantes, impuissants sur le terrain de la lutte politique de classe, impuissants à gagner au communisme les éléments les plus combattifs et conscients des travailleurs.

Comment réaliser cette tâche ?

Il ne suffit pas pour un groupe, quel qu'il soit, de se proclamer « communiste » ou « Parti communiste ». Pour l'être vraiment dans les faits, un certain nombre de conditions doivent être réunies.

Tout d'abord le Parti **doit avoir comme fondement la théorie marxiste-léniniste élaborée par les grands savants et hommes d'action du prolétariat : Marx, Engels, Lénine, et Staline et reconnue par l'ensemble du mouvement communiste international jusqu'à son éclatement après le XXème congrès révisionniste du PCUS** . Car « ...Elle a élucidé la véritable tâche d'un parti socialiste révolutionnaire, qui n'est pas d'inventer des plans de réorganisation de la société, ou de prêcher aux capitalistes et à leurs valets l'amélioration du sort des ouvriers, ou de tramer des complots, mais d'organiser la lutte de classe du prolétariat et de diriger cette lutte dont le but final

est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation de la société socialiste. »³

Cette théorie est le « langage » commun aux communistes, qui nous guide dans notre action et nos analyses. Sans elle toute organisation, tout communiste attaché à l'idéal communiste reste prisonnier de l'idéologie, des pratiques et des conceptions bourgeoises. Cela implique donc une lutte constante et sans merci contre les conceptions bourgeoises ou révisionnistes qui dénigrent ou déforment ouvertement le marxisme-léninisme, ainsi que contre les tendances opportunistes de droite ou de gauche qui s'en écartent dans la pratique. C'est seulement ainsi que s'établira une claire ligne de démarcation entre les marxistes-léninistes authentiques d'une part, les réformistes, les révisionnistes et tous ceux qui se prétendent marxistes-léninistes mais ne le sont pas, d'autre part.

Deuxièmement, le Parti doit être le détachement avancé du prolétariat, son état-major de combat et donc regrouper dans ses rangs les éléments les plus conscients de la classe.

Pour atteindre ces objectifs les communistes doivent mener une lutte intransigeante contre les idées, conceptions et idéologies qui dénigrent ou déforment le marxisme-léninisme. Il nous faut développer un courant authentiquement marxiste-léniniste parmi les hommes, les femmes et les organisations se réclamant du communisme par le débat théorique, la lutte idéologique et la lutte contre la criminalisation du communisme qui touche toutes les couches de la population, classe ouvrière comprise. C'est seulement ainsi que s'établira une ligne de démarcation claire entre les marxistes-léninistes réels d'une part, les réformistes, les révisionnistes et tous ceux qui se prétendent frauduleusement marxistes-léninistes d'autre part. C'est ainsi que se renforcera la cohésion idéologique des communistes, cohésion nécessaire à l'édification du Parti communiste.

Mais il n'est pas suffisant de réaffirmer notre attachement aux principes d'une manière abstraite et les mettre en avant hors de toute réalité concrète il faut montrer leur justesse et leur nécessité comme seule réponse aux problèmes posés par le développement de la lutte de classe non pas pour hier, mais pour aujourd'hui et demain. Pour ce faire il nous faut nous battre sur la base d'un programme d'action politique répondant aux grands problèmes politiques, économiques et sociaux présents sur la base des intérêts de classe du prolétariat et plus largement des masses de travailleurs. Seule une telle lutte sur un tel programme nous permettra de lier

³ Lénine Notre programme Œuvres t 4

le communisme aux nouvelles générations d'ouvriers et d'entraîner les éléments les plus conscients dans les rangs du Parti.

La politique du collectif Militant communiste

Le Collectif Militant Communiste a été créé par des militants marxistes-léninistes pour contribuer à faire naître et se développer les conditions nécessaires à la création du Parti.

Au plan National

Il milite pour que concrètement les communistes non organisés et les organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme se regroupent dans un cadre organisé national permanent (qu'on l'appelle front, alliance, mouvement, bloc...peu importe), reconnaissant, le temps nécessaire, l'existence autonome des organisations, mais qui permettra :

1) **de mener en commun des actions ou des campagnes sur des objectifs concrets à divers niveaux** (ex: contre la casse des services publics utiles au peuple, contre l'Europe impérialiste, pour soutenir Cuba et les luttes anti-impérialistes...) : **c'est la première condition pour gagner à la cause du communisme les éléments les plus conscients de la classe ouvrière**, la dispersion et la faiblesse de leurs interventions étant un facteur de rejet, de défiance ou d'indifférence des travailleurs et de communistes inorganisés à l'égard des organisations qui déclarent les représenter.

2) **d'aborder et d'approfondir en commun les questions stratégiques de notre révolution**, nos analyses politiques, dans un esprit scientifique en nous appuyant sur le marxisme-léninisme et l'analyse concrète des situations concrètes.

3) **et donc de fait, de progresser pas à pas en commun dans l'élaboration du programme des communistes**, aujourd'hui, en France, dans le contexte général actuel, cela étant la seconde condition pour rallier les communistes inorganisés et les éléments avancés du prolétariat.

4) **d'examiner, dès qu'elles apparaissent, les possibilités de faire avancer le processus d'unification organisationnelle**, le but final étant la fusion dans une seule organisation.

5) de concrétiser **sans perdre de temps (mais aussi sans se précipiter) toute possibilité d'union** même limitée à 2 organisations, sans que cela remette en cause nos efforts d'unification avec d'autres.

Pour atteindre ce but le Collectif Militant Communiste contribuera :

1) au lancement de nouvelles initiatives de rencontre et de travail commun entre les organisations qui reconnaissent comme base idéologique le marxisme-léninisme.

2) participera aux initiatives lancées par d'autres sur cette base.

3) fera connaître dans son bulletin et sur son site Internet et dans la mesure de ses capacités les articles, études et actions des organisations qui représenteraient un apport politique au processus d'unification.

4) Développera un débat théorique et politique entre les communistes et les organisations communistes.

5) Apportera sa contribution à l'élaboration et la mise en pratique d'une ligne politique marxiste-léniniste

6) Travaillera à jeter les bases du programme d'action révolutionnaire nécessaire au Parti.

Au plan international

Pour ce que nous en connaissons des situations similaires à celle qui existe en France existent aussi dans de nombreux pays du Monde. L'unification des forces communistes authentiques, la création du Parti communiste mondial (L'Internationale) devra suivre un processus similaire à celui que nous avons décrit pour l'unification des communistes en France. Et tout progrès dans ce sens est fortement lié et conditionné au progrès de l'unification des forces communistes dans chaque pays. Dans la situation présente relativement confuse, le Collectif Militant Communiste entretient des relations fraternelles avec toutes organisations communistes marxistes-léninistes et participe dans la mesure de ses forces à toute manifestation et regroupement des organisations et Partis qui partagent la même démarche non sectaire, mais fondée sur les principes, pour l'unité des forces marxistes-léninistes.

Rejoignez notre combat

Le Collectif Militant Communiste appelle les communistes, quelle que soit leur situation, isolés ou organisés, à s'associer à ses efforts pour avancer vers l'unification de tous les communistes dans un seul Parti communiste état major du combat de classe du prolétariat.

M. C - Paris le 13 Décembre 2003 -

ELECTIONS REGIONALES et CANTONALES

MANIFESTATIONS D'OPPORTUNISME DANS LA MOUVANCE COMMUNISTE SE RECLAMANT DU MARXISME-LENINISME

Devant l'ampleur des attaques du gouvernement de la droite et du MEDEF contre les ouvriers et les autres catégories de travailleurs, il était prévisible que la gauche réformiste récupérerait électoralement l'expression de la colère populaire. En effet, après l'échec des grèves du printemps 2003 contre la réforme des retraites et le projet de décentralisation, devant l'inefficacité des luttes catégorielles et dispersées, à contrer l'offensive tous azimuts de la bourgeoisie contre l'ensemble des couches populaires (ouvriers, chômeurs, travailleurs du public et du privé, enseignants, chercheurs, hospitaliers ..) et en l'absence d'un ample mouvement anti-capitaliste d'ensemble conduit par un véritable Parti Communiste reconnu comme tel par les travailleurs, aucune autre possibilité immédiate n'existait pour dire à la droite : « CA SUFFIT ! », sinon celle de voter, le 22 mars pour les listes et les candidats PCF, PS, Verts, LO-LCR, et le 29 pour les listes « de gauche » (1)

Ainsi, l'alternance Droite-Gauche aura une nouvelle fois fonctionnée permettant aux socialistes de mettre la main sur de nombreuses institutions régionales et départementales avec la collaboration des révisionnistes du PCF et des Verts, sans entamer le moins du monde le pouvoir politique et économique de la bourgeoisie.

Face à ce lamentable scénario, et qui se reproduira tant que n'existera pas dans ce pays un seul et véritable Parti Communiste Révolutionnaire capable de créer une alternative au capitalisme, certaines organisations qui se réclament pourtant du communisme et du marxisme-léninisme ont encore une fois montrées leur incapacité à définir une position tactique correcte, c'est-à-dire une position qui fasse progresser vers le but stratégique, la prise du pouvoir par la révolution... et non pas le contraire, s'en éloigner !

Il en est ainsi du PCOF (PARTI COMMUNISTE DES OUVRIERS DE FRANCE), qui a appelé au premier tour à voter pour les trotskistes de LO-LCR, et de la COORDINATION COMMUNISTE du Nord-Pas-de-Calais qui a appelé à voter pour les révisionnistes néo-réformistes du PCF !

Sur quoi s'appuient de telles positions ?

Pour le PCOF, il semblerait que c'est pour « coler » aux travailleurs qui traduisent leur révolte

anti-capitaliste et leur rejet du réformisme en allant voter pour des partis qui donnent l'illusion d'être révolutionnaires et qui ont l'avantage d'être électoralement visibles et opérationnels. Alors, pour le PCOF, mieux vaud les trotskistes qui ont su attirer des ouvriers et des jeunes à la recherche d'une perspective révolutionnaire, que les révisionnistes qui eux ont tendance à les en éloigner.

Le problème, c'est que les partis trotskistes ne sont pas des partis révolutionnaires, mais des officines de la gauche réformiste, dont seul le discours, qui a une allure plus radicale, a pour effet d'attirer, pour les dévoyer, les travailleurs et les jeunes qui prennent conscience de l'impasse du réformisme.

Le problème, c'est que ces partis se sont opposés, s'opposent et s'opposeront toujours au développement du processus qui conduit à la révolution socialiste, en France comme ailleurs dans le monde.

Appeler à voter pour les trotskistes –sans la moindre explication ou réserve (Comme c'est le cas dans le journal LA FORGE du mois de mars 2004- c'est renforcer les illusions des électeurs ouvriers envers ces partis, c'est renforcer un courant que les communistes marxistes-léninistes doivent combattre pour le détruire. Et même si nous voulons bien croire qu'il ne pas là d'une volonté délibérée du PCOF, c'est en tout cas la manifestation objective d'un esprit opportuniste et de capitulation, qui plutôt que de s'adresser aux ouvriers pour leur dire la vérité, préfère les suivre dans leurs erreurs. En adoptant cette position, le PCOF n'a fait que crédibiliser et renforcer les trotskistes, sans en tirer la plus petite avancée pour le processus révolutionnaire. C'est une faute politique.

Bien qu'elle aboutisse à la conclusion opposée, c'est la même logique spéculative opportuniste qui caractérise la position de la Coordination Communiste 59 / 62. « Collant » de plus près aux milieux influencés par le PCF, cette organisation a en effet « senti » et misé sur un progrès du PCF et un recul des trotskistes. Ils ont donc appelé à voter pour le PCF. Trois arguments sous-tendent cette position :

-Certains travailleurs et jeunes militants syndicaux combattifs frustrés par l'échec des luttes et cédant à l'argument du « vote utile » vont exprimer leur rejet du gouvernement en votant ou en revotant

PCF. Quelques-uns, même, ont franchi le pas et figurent sur la liste Bocquet (PCF).

- Tout en affirmant que « les propositions politiques du PCF ne sont pas à la hauteur de la situation » (sic), il faut donc aussi appeler à voter pour le PCF... pour ne pas se couper d'eux.

- Le vote LO-LCR, quant à lui est rejeté comme une impasse et les deux partis trotskistes sont l'objet d'une dénonciation générale, juste au demeurant, mais implicitement flatteuse pour le PC, et incompréhensible pour les non-initiés.

Pour résumer, pour la Coordination Communiste du Nord-Pas-de Calais, contrairement au PCOF, les révisionnistes du PCF valent mieux que les trotskistes...

Le problème, c'est que le vote PCF, même s'il est en progrès, C'EST AUSSI UNE IMPASSE !

Le problème, c'est que si « les trotskistes représentent un vieux courant désorganisateur des luttes et farouchement anti-communiste » (comme il est dit dans une déclaration de la Coordination), les révisionnistes ont réussi, eux, à réaliser ce que les trotskistes n'avaient pas pu faire : En URSS et dans le camp socialiste, il ont abattu le socialisme et restauré le capitalisme. Et ici, en France (mais c'est vrai aussi ailleurs) ils ont transformé le Parti Communiste en parti social-démocrate !

Occulter ces vérités, c'est redorer le blason d'un parti qui, comme les trotskistes, ni plus ni moins, éloigne le prolétariat de sa mission historique.

C'est de l'opportunisme pur et simple, qui crédibilise et renforce le PCF, sans la moindre avancée dans le développement du processus révolutionnaire et dans la réalisation des tâches nécessaires auxquelles sont confrontés les communistes. C'est une faute politique.

Pour conclure, il faut répondre à la question : Dans les conditions objectives et subjectives actuelles du mouvement ouvrier (affaibli, divisé et dominé par le réformisme) et communiste (faible, éclaté, coupé des masses) quelle position les communistes marxistes-léninistes auraient-ils dû prendre par rapport à ces élections où, il faut le rappeler, il était question de choisir entre des partis de gestion des institutions régionales et départementales.

Selon nous il ne fallait donner aucune consigne de vote ni en faveur des révisionnistes-réformistes, ni en faveur des trotskistes. Il fallait concentrer notre agitation et notre propagande contre le gouvernement de droite au service du MEDEF et contre l'extrême droite, démontrer la nécessité historique de détruire le capitalisme et ses institutions politiques, expliquer que les votes PCF, PS, Verts, LO, LCR sont tous des votes qui conduisent à l'impasse et enfin qu'en conséquence, il faut construire un véritable PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE dans ce pays.

Quant aux travailleurs qui pensent néanmoins utile de montrer avec un bulletin de vote « de gauche » ou « d'extrême-gauche » leur rejet du capitalisme, c'est dans les futurs affrontements de classe que nous les retrouverons, ils y feront l'expérience que pour changer leur condition de plus en plus insupportable d'exploités, il faut faire la révolution. A nous, communistes marxistes-léninistes, de leur montrer la voie.

M.C

(Entre les deux tours des élections)

(1) Au premier tour, l'organisation « COMMUNISTES » ayant présenté 21 candidats dans 13 régions, il était possible d'exprimer un vote anti-capitaliste en votant pour eux.

AUTRES POSITIONS D'ORGANISATIONS COMMUNISTES

La division des communistes ne pouvait manquer de donner lieu à des prises de position différentes sur l'attitude à adopter lors des élections régionales et cantonales. Certaines, comme celles du PCOF et de la Coordination Communiste du Nord/Pas-de Calais, brouillent par leur opportunisme les lignes de démarcation entre le marxisme-léninisme d'une part et le révisionnisme et le trotskisme d'autre part, et contredisent les objectifs tactiques et stratégiques des communistes révolutionnaires. D'autres, au contraire, bien que différentes dans leur expression, ont tenu compte des principes qui guident l'action des communistes.

(suite p 8) ->

« COMMUNISTES »

« COMMUNISTES » a présenté (pour la première fois) 21 candidats dans 13 départements aux élections cantonales.

Extraits de la Déclaration après le premier tour des élections cantonales :

Dans ces élections, les jeux sont pipés, les voix des électeurs sont utilisées sans vergogne pour bâtir des combinaisons électorales au service des partis qui une fois au gouvernement font la même politique au service du patronat.

Que ce soit la gauche ou la droite qui gouverne, la situation des français continue de se détériorer de plus en plus rapidement. Pas étonnant que l'abstention reste si forte. 15 millions d'électeurs ne sont pas allés voter. 1.200.000 électeurs ont déposé dans l'urne un bulletin blanc ou nul.

En 2002 la politique de la gauche a été sanctionnée, en 2004 c'est au tour de celle de la droite. On

voit fonctionner l'alternance au pouvoir de la droite et de la gauche sans risque aucun pour le capital qui continue d'augmenter ses profits. Il ne faut rien attendre d'autre de ces gens-là qui enferment notre peuple dans cette sombre perspective.

Ce n'est ni avec la droite ni avec la gauche plurielle qu'on changera cette politique. La solution aux difficultés du peuple français n'est pas dans ces combinaisons politiciennes, dans ces montages électoraux. (...)

« COMMUNISTES » ne soutiendra aucun candidat au second tour des élections régionales et cantonales.

Le seul moyen de changer cette situation, c'est la lutte contre le capital et ceux qui le servent. C'est à cela que travaille notre parti qui s'est créé en 2002. (...)

UNION DES REVOLUTIONNAIRES COMMUNISTES DE FRANCE

Extrait de la déclaration de l'URCF avant le premier tour :

(...) La gauche PS-PCF-Ecologistes, unie ou pas, cherche à faire oublier ses responsabilités dans la politique actuelle et dans la trahison des (maigres) engagements de 97. Sa démagogie est criante quand les divers partis de gauche prétendent s'opposer aux privatisations. Prenons EDF/GDF, que penser du fait que la mairie de Paris ouvre un audit pour déterminer quel sera son futur fournisseur d'électricité ? Bel exemple de l'écart entre leurs paroles et leurs actes ! Qu'ont fait les partis réformistes au pouvoir contre les fermetures d'entreprises ? Rien, ne l'oublions pas. Quant à leurs petits frères trotskistes LO-LCR, au delà de leurs proclamations « révolutionnaires », il n'ont jamais agi contre l'Europe capitaliste. Leur rôle est de canaliser le mécontentement et de rabattre la jeunesse vers la social-démocratie.

Utiliser le « bulletin rouge » pour voter communiste et anti-capitaliste

Ce qui fait cruellement défaut, c'est l'absence d'un véritable Parti communiste révolutionnaire pour se défendre au quotidien, pour tracer les perspectives de combat contre le capitalisme.

L'Union des Révolutionnaires-Communistes de France (URCF) travaille à créer ce Parti. Jeune organisation, nous n'avons pas les centaines de millions d'euros nécessaires aux campagnes électo-

rales. La « démocratie » capitaliste restreint par l'argent l'expression des travailleurs. C'est pourquoi nous éditons le Bulletin rouge qu'il faut utiliser massivement pour voter communiste, révolutionnaire, anti-capitaliste.

Après le premier tour, l'URCF estime que :

La gauche réformiste- surtout le PS et le PCF – regagne une partie du terrain perdu. Il s'agit là moins d'un vote adhésion que l'expression du choix d'un moindre mal (...), l'expression dévoyée d'une volonté de résistance.

Le regain électoral du PCF ne signifie pas un accroissement de l'influence du communisme mais plutôt le ralliement de certains secteurs populaires à la mystification droite et gauche alors que cette dernière n'offre ni perspectives claires ni programme de luttes. Cela souligne pour les révolutionnaires-communistes l'ampleur des tâches à accomplir pour que se recrée un courant réellement révolutionnaire dans le pays. (...)

*La déclaration se termine par la consigne : **Au deuxième tour, pour que le communisme révolutionnaire s'exprime, Pas une voix aux candidats du capital : BULLETIN ROUGE !***

ASSOCIATION DE RENAISSANCE COMMUNISTE du Nord-Pas- de-Calais
 et
DIRECTION NATIONALE du POLE de RENAISSANCE COMMUNISTE *en*
 France (ex-fnarc)

Résumés de deux déclarations : l'une avant le premier tour, la seconde entre les deux tours.

Dans la première déclaration, après avoir posé au PCF quatre questions :

Etes-vous prêts, camarades, à prendre l'engagement solennel de :

- a) Condamner publiquement et sans équivoque dans votre campagne la participation ministérielle du PCF au gouvernement Jospin (...)
- b) Refuser toute participation du PCF au « gouvernement de la région » aux côtés du PS si...
- c) Retirer immédiatement tout soutien à un gouvernement régional qui contournerait ce contrat républicain (...)
- d) Condamner publiquement la mise en place par la direction euroconstructive du PCF d'un *Parti de la Gauche européenne* (...)

La déclaration affirme : Faute de réponse claire, et tout en laissant à chaque organisation du PCF sympathisante du Pôle de Renaissance

Communiste la liberté de son choix, la direction de l'ARC 59/62 et la direction nationale du Pôle de Renaissance Communiste confirmeront l'appel à l'abstention militante et inviteront les communistes à se consacrer entièrement aux luttes sociales, à la bataille contre la constitution européenne, à la défense de Cuba socialiste et aux autres aspects du combat de classe permettant l'intervention des travailleurs et des citoyens.

Dans la seconde déclaration, dans la même logique, il est constaté que :

Au second tour, les listes conduites par le PCF s'appêtent d'ailleurs à se dissoudre dans les listes social-maastrichtiennes du PS.

Et la conclusion suit :

Il est donc hors de question pour le PRCF d'appeler à voter au second tour pour les listes de la « gauche » plurielle en voie de reconstitution

COMMUNISTES EN LUTTE pour la création en France d'un Parti Communiste Marxiste-Léniniste


Cette organisation n'a pas fait de campagne particulière à l'occasion de ces élections régionales et cantonales. Elle s'est donc abstenue sans lancer

d'appel ni, jusqu'à présent à notre connaissance, n'a pas diffusé de déclaration sur ces élections. Cela viendra sans doute après le second tour.

CONCLUONS PAR UNE QUESTION :

Unis dans un seul Parti, les communistes n'auraient-ils pas été capables de battre l'opportunisme dans leurs rangs et définir une seule tactique juste, anti-capitaliste et communiste, dans ces élections ?

N'auraient-ils pas été plus forts pour combattre le capitalisme et ses serviteurs de droite, d'extrême-droite, de la « gauche » révisionniste et réformiste (PCF, PS, Verts), et de l' « extrême-gauche » trotskiste ?

Abonnez-vous aux  *Nouvelle d'U.R.S.S.*
 et faites s'y abonner vos amis et camarades!

Port compris	Pour la France	Pour l'étranger (Service prioritaire)
Pour 3 numéros:	12,20 euros	18,30 euros
Pour 6 numéros:	21,35 euros	32,00 euros
Pour 12 numéros:	36,60 euros	56,40 euros
Vente au numéro:	4,50 euros	6,75 euros

 Chèques à l'ordre de Jacques LEJEUNE
 A B S A M U N S O V
 30, rue des Trois-Frères
 75018 PARIS F R A N C E

Suite aux articles que nous avons publiés dans nos précédents bulletins sur le mouvement du printemps 2003, il nous est parvenu d'un camarade de Lyon une réflexion qui élargit et approfondit ces analyses, en particulier sur les causes qui ont fait que les prolétaires ne se sont pas joints au mouvement, et sur les tâches qui en découlent au niveau de la définition des objectifs et donc de la nature des luttes. Nous publions ce travail comme une contribution au progrès de la compréhension de la faiblesse actuelle du mouvement ouvrier et populaire et des tâches qui en découlent pour les communistes en particulier dans leur travail dans les luttes revendicatives et dans les syndicats

Il s'agit de quelques notes destinées à la discussion, car je suis bien conscient des limites, des lacunes de ce texte. Il doit être pris pour ce qu'il est : une reprise contact avec des communistes, contact perdu par la démission du PCF suite à sa dérive révisionniste, social-démocrate allant s'accéléralant.

Pendant plusieurs semaines les enseignants, pour l'essentiel, se sont trouvés à la tête d'un mouvement de grève pour s'opposer d'une part à la 'réforme des retraites' (il s'agit plutôt d'une casse) et d'autre part pour dire non au projet de décentralisation proposé par Ferry et Darcos, sous la houlette de Sarkozy. Le monde enseignant a donc fait la une de l'actualité. Le mouvement a duré, les grévistes ont souvent fait preuve de beaucoup d'inventivité dans le déroulement des actions et les jeunes collègues ont été les plus dynamiques, parce que peut-être les plus concernés par la casse, déjà bien amorcée des 'acquis sociaux' par 'la gauche plurielle'.

En revanche les plus 'vieux' firent preuve de beaucoup de tiédeur dans l'action (ils 'profiteront' pour la plupart du système d'avant, du moins le croient-ils, ce qui risque d'ailleurs de leur procurer pas mal de désillusions, la bourgeoisie ne leur fera sûrement pas ce 'cadeau').

Beaucoup d'idées ont déjà été avancées sur les raisons de l'échec du mouvement puisque :

- Le projet Fillon, celui du démantèlement du système des retraites a été adopté par les députés (les socialistes ont laissé faire et les communistes ont été incapables d'infléchir le cours des choses).

- Le projet de décentralisation est maintenu dans sa quasi-intégralité, même si les CO-PSY ont eu satisfaction (mais pour combien de temps?) Par contre le pouvoir n'a pas cédé sur les TOS: ce qui signifie qu'à très court terme cette catégorie va être précarisée, les Régions recourant alors au privé pour l'entretien des établissements, c'est la poursuite de la précarisation de la classe ouvrière (les Tos sont des ouvriers de l'éducation).

- Ferry n'a pas non plus cédé sur les surveillants.

- Enfin les jours de grève ont été totalement prélevés, ce qui est une première. Par ce geste nous pouvons prendre toute la mesure de la morgue de la bourgeoisie et de son désir de vengeance, c'est aussi un avertissement pour ceux qui seraient tentés de remettre ça!

Donc bilan bien maigre, le pouvoir et le Medef n'ont RIEN lâché. POURQUOI?

A cela à mon avis plusieurs raisons:

- Syndicats et partis de gauche globalement absents hormis les fameuses journées 'temps forts' sans lendemain, totalement démobilisateurs, la Cgt et La Fsu ont cherché plus à freiner le mouvement (dans le meilleur des cas en se contentant de l'accompagner) qu'à le dynamiser. Fo et La Cnt ont souvent pratiqué la surenchère (Grève générale interprofessionnelle), quant à la Cfdt elle a pris le parti pris de la bourgeoisie en signant le texte. Mais peut-être faudrait-il aller plus loin.

Les mots d'ordre contre le projet Fillon: 37,5ans de cotisations et la retraite à 60 ans pour FO, retraite à taux plein avec 40 annuités, laissaient croire que le système de retraite mis en place à la Libération pouvait encore 'fonctionner'.

C'était oublier le contexte d'hier et d'aujourd'hui.

La classe ouvrière a été le principal artisan de l'écrasement du fascisme (sans oublier bien sûr le rôle du peuple soviétique qui a payé un lourd tribut!) mais, la bourgeoisie a réussi, avec la complicité des révisionnistes qui ont accepté le désarmement du peuple résistant, à imposer un système de protection sociale très inégalitaire bénéficiant essentiellement aux couches supérieures et moyennes qui allaient s'avérer être les meilleures défenseurs du réformisme (de gauche comme de droite ou vice-versa) : la logique libérale marque de son empreinte ce système 'de protection sociale'.

En effet ce système repose pour une part importante (pension, maladie) sur le principe de l'assurance: on a des droits que si on cotise, le montant des cotisations dépendant du niveau du

revenu d'activité (salaire pour les salariés), ce qui veut dire:

-la cotisation est liée à la détention d'un emploi, en sont donc exclus les « inactifs » (femmes au foyer, handicapés) et chômeurs.

-le montant des retraites dépend du niveau de revenus d'activité, comme la répartition des revenus est très inégalitaire, celle des retraites le sera également.

-les inégalités dans ce système sont renforcées par les inégalités d'espérance de vie et d'entrée dans la vie active:

ce sont ceux qui cotisent le plus longtemps qui meurent les plus jeunes (les travailleurs les moins qualifiés, aux salaires les plus bas donc les pensions les plus minables), par contre les cadres supérieurs ont une vie active plus courte mais 'une vie de retraité' plus longue avec des niveaux de pension plus élevés.

Il est aussi nécessaire de souligner les inégalités entre hommes et femmes (les femmes ont les salaires les plus bas et une durée de cotisations souvent inférieures au minimum pour prétendre à une pension à taux plein.) En somme rien de bien égalitaire!

De ce fait la classe ouvrière (surtout la couche supérieure la plus qualifiée) a pu retirer quelques avantages de ce système, mais bien peu par rapport aux couches supérieures et moyennes (des études sérieuses le prouvent comme l'ouvrage de *Alain Bihr, Roland Pfefferkorn - 'déchiffrer les inégalités'*).

Aujourd'hui, avec les effets dévastateurs de la crise profonde du capitalisme, le monde du travail et principalement la classe ouvrière (mais elle n'est pas la seule loin de là) a connu un considérable dégradation:

Montée du chômage, précarisation massive. Dans ce contexte beaucoup de travailleurs vont de CDD en périodes de chômage auxquels s'ajoutent tous ceux qui n'ont encore pas trouvé d'emploi, les exclus du monde du travail.

Ainsi tous ces travailleurs précaires, exclus, fréquemment des travailleurs immigrés, ou enfants d'immigrés habitant la plupart du temps en banlieue ne se sont pas du tout sentis concernés par ces revendications, ce mouvement.

Pour avoir droit à une retraite il faut travailler!

Que se passera-t-il si on n'a pas d'emploi? Et puis il faut cotiser pendant une période de plus en plus longue (40 puis 42 ans) qu'en sera-t-il avec

l'accélération et l'extension de la précarisation de l'emploi?

Aussi les contingents les plus importants de la classe ouvrière n'étaient pas dans la lutte parce qu'ils ne s'y reconnaissaient pas : pour eux envisager une retraite relève actuellement de l'impensable. Seuls ont lutté ceux qui avaient un emploi stable et pouvaient espérer arriver au terme de leur vie active (mais à quel âge?). En un mot cette lutte n'a pas provoqué le rassemblement la convergence de tous les travailleurs parce qu'à mon sens, posée en ces termes, elle était et reste plus facteur de division que de rassemblement.

La tièdure, pour ne pas dire plus, des syndicats, dans la lutte vient de ce qu'ils n'ont jamais pris en compte les problèmes de tous les travailleurs, tout particulièrement des précaires (il n'est qu'à voir ce qui se passe avec les Sans-Papiers, les plus précaires des précaires!). Ils restent les défenseurs de 'l'aristocratie' des salariés, ceux qui ont un statut.

C'est bien là où l'on voit les limites de cette protection sociale, protection sociale de classe qui ne peut plus en raison de la crise profonde du capitalisme fonctionner comme avant.

Toutes les analyses, alors diffusées, contestaient à juste titre l'argument fallacieux de la démographie défavorable (vieillesse de la population), mettaient en avant les formidables gains de productivité permettant un accroissement des richesses plus rapide que la croissance de la population...rien de plus juste, mais on en reste toujours à la conception réformiste du partage de la valeur ajoutée, le salaire, les cotisations sociales restant toujours un coût..... Bien sûr bien peu de ces critiques, en fait aucune d'entre elles n'a remis en cause le système de 'protection sociale' s'appuyant sur ce partage de la valeur ajoutée.

L'exploitation capitaliste connaît pas! Aucune analyse n'a abordé l'idée que cette 'réforme' visait à extorquer une plus-value accrue, c'est-à-dire aggraver l'exploitation des travailleurs: allonger le temps de cotisations (allongement de la durée du travail), réduire le montant des retraites, c'est pour le capital s'accaparer une part plus importante de travail gratuit car les 'charges sociales' sont en réalité du salaire indirect, (élément du prix de la force de travail) qui devrait revenir normalement aux salariés sous forme de revenus de transfert (pension).

Bon nombre de travailleurs ne pourront pas se payer une assurance privée pour faire face à leurs besoins en compensant la perte du pouvoir d'achat de la pension, nous irons vers une amplification de

la paupérisation des travailleurs, résultat d'une plus grande exploitation du monde du travail. Il faut préciser, également, que la privatisation du système de retraite sera une manne pour les financiers.

En ce qui concerne la loi sur la décentralisation de l'éducation:

La revendication principale consistait à s'opposer à la décentralisation, l'école devait rester la même pour tous, le système tel qu'il existe aujourd'hui serait le garant des mêmes chances pour tous.

On en arrive à défendre l'école de Jules contre celle de Luc. On oublie que Jules Ferry a mis en place une école de la république mais d'une république bourgeoise: une école de classe. C'est d'ailleurs le même personnage qui a, au profit de la bourgeoisie, été le principal artisan de la furie coloniale de la France. Colonisation et école laïque d'alors allaient alors de pair.

Cette école visait à assurer le contrôle social du monde du travail: les rudiments de connaissances alors dispensés (savoir lire et écrire) devait permettre l'intégration du futur travailleur dans la société par le respect des normes établies au seul profit de la bourgeoisie : le premier cours était alors la leçon de morale, temps pendant lequel l'enseignant, hussard de la république, incitait par son discours au respect des lois de la république bourgeoise.

L'école aujourd'hui ,peut-être plus que jamais, est toujours une école de classe, même si d'aucuns parlaient de "démocratisation" de cette école. En effet, pendant un moment, elle a pu faire illusion en raison de 'l'ascenseur social' permettant ainsi, pour répondre au besoin du développement du capitalisme, à quelques enfants (en fait peu nombreux eu égard à leur effectif) de milieu populaire de s'extraire du milieu social de leurs parents. Aujourd'hui l'école les exclut prioritairement.

Les principaux bénéficiaires des voies prestigieuses assurant une insertion sociale certaine, restent les enfants de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, les autres sont condamnés aux filières voies de garage, à quitter le système scolaire sans aucune formation(désormais chaque année ils sont 80 000 dans ce cas): cette école reste plus que jamais l'école de la reproduction sociale capitaliste. On peut ainsi comprendre pourquoi les couches populaires ne se sont pas jointes au mouvement: en effet pourquoi défendre l'institution qui exclut ses enfants ou vous exclut, cette école n'est pas la leur!

A notre sens voilà quelques raisons qui ont fait que ce mouvement, même s'il a duré, même s'il a également connu quelque sympathie dans la population(mais pas vraiment soutient effectif), n'a été qu'un mouvement minoritaire qui n'a jamais pu entraîner l'ensemble des travailleurs et des jeunes. Les syndicats et les réformistes de tous poils ont d'énormes responsabilités : ils ont désarmé la classe ouvrière et l'ensemble des salariés en collaborant dans le cadre des institutions acceptant de discuter à partir des propositions (diktats) de la bourgeoisie et de son fidèle défenseur le gouvernement, fût-il de droite ou de 'gauche' même plurielle!.

Aussi est-il urgent de s'atteler à la remobilisation des travailleurs, qui passera par la reconstruction d'un véritable parti marxiste-léniniste qui soit capable de dynamiser les luttes et permettre ainsi aux travailleurs d'imposer les termes des négociations à partir de leurs revendications et sortir du réformisme pour s'engager dans la voie révolutionnaire, hâter le passage au socialisme, car c'est bien à terme, la seule alternative au capitalisme, le seul autre monde possible et nécessaire.

R.G
Lyon

Lisez, téléchargez sur notre site www.militcom.org

« DES PRINCIPES DU LENINISME »
de J . STALINE.

Un exposé clair et magistral de la théorie MARXISTE
LENINISTE que tout communiste doit connaître et étudier.

Militant Communiste publie ce document produit par les camarades de l'ALLIANCE MARXISTE-LENINISTE (AMERIQUE DU NORD) qui établit des similitudes frappantes entre la situation des prolétaires Américains et les formes de régression sociale et de paupérisation absolue imposées aux prolétaires d' Europe (et de France en particulier) pour assurer au capital financier les profits les plus élevés possibles.

Nous observons, aujourd'hui un retour aux injustices les plus graves au cœur des pays impérialistes Occidentaux. Dans ces pays beaucoup d'ouvriers au sortir de la Deuxième Guerre mondiale ont pu atteindre un niveau de vie convenable. Cependant comme la crise du capital s'approfondit de plus en plus, un retour à un niveau de vie des années 1930 devient chaque jour une réalité pour les ouvriers aux Etats-Unis. Nous l'illustrerons dans 3 brefs exemples:

- La nouvelle réalité du chômage visant tout d'abord la population noire Américaine

- La crise des pensions qui réveille le souvenir des hospices du 19ème siècle

- Et finalement la grande crise dans services médicaux.

La croissance du Chômage aujourd'hui aux Etats-Unis les Américains Noirs sont les premiers touchés.

La politique économique des Etats-Unis menée par le Gouvernement de Bush a conduit à de nouvelles attaques contre les ouvriers et a fait empirer leur situation. En 28 mois, la récession a conduit à la suppression de 2.6 millions emplois, dont 90 % d'emplois industriels. Il n'est pas surprenant que ce soient les Américains noirs qui en supportent le coup principal. Ce sont les emplois industriels qui procurent les meilleurs salaires et leur suppression est l'une des facettes de la crise de l'économie impérialiste des Etats-Unis.

« *Le Chômage parmi des Noirs progresse à une allure plus rapide que dans n'importe quelle période semblable depuis le milieu des années 1970 et les emplois perdus l'ont été surtout dans l'industrie, où le salaire des Noirs est historiquement plus élevé que dans beaucoup d'autres secteurs Le nombre d'emplois et les types des emplois qui ont été perdus ont fait baisser le niveau de vie de beaucoup de Noirs dans la classe moyenne* » explique William Lucy, président de l'Union des Syndicalistes Noirs.

Et Louis Uchitelle dans le New York Times, le 12 juillet 2003 explique que « *les Noirs Perdent les meilleurs Emplois plus rapidement que la classe moyenne dans son ensemble* ».

[Http://www.nytimes.com/2003/07/12/business/12RACE.html](http://www.nytimes.com/2003/07/12/business/12RACE.html).

En désespoir de cause ces Américains noirs sans emploi essaient de trouver de nouveaux emplois, même s'ils sont dans le « tertiaire ». La hausse du taux de chômage parmi les Noirs est deux fois plus rapide que celle des ouvriers blancs. Ce sont aussi les emplois les plus rémunérés qui ont été éliminés plutôt que les emplois ouvriers mal payés ou ceux des femmes. On peut imaginer le désastre humain qui en résulte.

À Indianapolis, Autoliv, une usine suédoise de fabrication de ceintures de sécurité a fermé une usine, licenciant 350 ouvriers, plus de 75 % d'entre eux étaient des ouvriers noirs. La plupart d'entre eux avaient été embauchés à la fin des années 1990 à une époque où le taux de chômage à Indianapolis était seulement de 2%. À ce moment-là, comme le travail était rare dans une économie relativement florissante, Autoliv, a embauché des jeunes hommes qui n'avaient aucun diplôme de fin d'études secondaires. Comme Michael Barnes – le directeur d'un programme de formation A.F.L.-C.I.O. pour les ouvriers licenciés l'explique :

« *Ils ont été arrachés à la rue pour des emplois convenablement payés de 12 \$ à 13 \$ l'heure. Ces jeunes hommes ont fondé des familles, ont fait leur trou, pris des appartements, acheté des voitures. Ils s'étaient élevés au-dessus de la rue et maintenant ils sont retombés dans leur ancien environnement.* »

Entre autre chose la perte de la couverture santé est une menace énorme pour ces familles :

« *Entre 2000 et 2001, 1.4 millions d'Américains - principalement des ouvriers et leurs proches ont perdu la couverture santé quand ils se sont retrouvés sans emploi, selon le « Center Budget and Policy Priorities ». Le nombre aurait été beaucoup plus élevé, si Medicaid-le programme pour les pauvres de l'état-fédéral qui assure actuellement près d'un cinquième des enfants du pays - n'avait pas couvert nombre d'entre eux.* »

[Http://www.aflcio.org/aboutaflcio/magazine/0603_healthcare.cfm](http://www.aflcio.org/aboutaflcio/magazine/0603_healthcare.cfm)

Et comme tous les États sont aux prises avec les déficits, il n'est pas surprenant d'apprendre que les États ont mis en place ou projettent des réductions de crédits pour la Caisse d'assurance maladie, qui frappera à nouveau les chômeurs.

Les réductions de crédits dans le Programme d'Assurance maladie pour les Enfants (SCHIP) rendra la situation encore plus difficile pour les plus pauvres. Déjà les diminutions du Printemps 2003 ont affecté 1.7 millions de bénéficiaires qui :

« ..Perdent le support de la Caisse d'assurance maladie sur des soins critiques comme les médicaments délivrés sur ordonnance et les soins dentaires. De même, les états envisageaient de supprimer à partir de six ans, le Programme (SCHIP) pour des enfants des ménages situés juste sur le seuil de pauvreté — cela signifie que des centaines de milliers parmi les 5 millions d'enfants maintenant couverts par le SCHIP pourraient se trouver éliminés du programme. »

[Http://www.aflcio.org/aboutaflcio/magazine/0603_healthcare.cfm](http://www.aflcio.org/aboutaflcio/magazine/0603_healthcare.cfm)

Le mauvais jeu entre l'Assistance Médicale et la Sécurité Sociale

En utilisant le prétexte que le financement de la Caisse d'assurance maladie dans les états est en crise, l'administration Bush octroiera des prêts aux Caisses d'assurance maladie seulement si ces états fusionnent la Caisse d'assurance maladie et le SCHIP dans un même programme sur une période de 10 ans. Les états recevraient un prêt fixe de l'Etat fédéral indépendamment de la croissance des frais de santé, sanctionnant ainsi le retrait de l'Etat fédéral du financement direct de la Caisse d'assurance maladie et du SCHIP.

Et Bush insiste pour que les états remboursent les prêts dans les trois dernières années du programme.

[Http://www.aflcio.org/aboutaflcio/magazine/0603_healthcare.cfm](http://www.aflcio.org/aboutaflcio/magazine/0603_healthcare.cfm)

Mais c'est juste un prétexte pour l'administration Bush de dégrader l'avenir des Américains. L'administration Bush joue le jeu « je donne, je prends » avec les familles des travailleurs américains.

Cette fois le « je donne » est l'extension de l'assistance médicale aux personnes retraitées pour les médicaments délivrés sur ordonnance. Le « Je prends » se cachant derrière le « je donne » n'est rien moins que la privatisation et la destruction du Système de Sécurité sociale dans son ensemble.

En même temps que « la plus grande extension de l'Assistance médicale depuis sa création » est saluée dans les médias, le Président la Commission Bush sur la Sécurité sociale a présenté un compte rendu initial recommandant la privatisation de Sécurité sociale. Arguant que des fonds publics ne peuvent pas continuer à garantir un bilan positif de la Sécurité sociale et prévoyant la faillite du système, la Commission de Bush préconise de retarder le départ à la retraite et de lever des impôts comme seules solutions à ce 'dilemme'. La Commission présente un plan pour réduire les prestations du gouvernement et qui prévoit que les impôts payés pour la Sécurité sociale par les contribuables individuels seraient placés dans des comptes spéciaux qui seraient investis dans le marché boursier.

Ainsi, les pensions de retraite de millions d'Américains dépendraient des caprices du marché boursier. En attendant les sociétés de courtage engrangeront des milliards de dollars dans des honoraires sur le multi-trillion de dollar que la Sécurité jetterait dans le jeu. Un jeu que le récent « scandale 401K » a démontré n'être qu'un jeu de hasard.

Le plus scandaleux est que financièrement le Système de Sécurité sociale présente aujourd'hui un excédent de plus de 1 trillion de \$. Les prédictions sinistres d'une apocalypse économique touchant le Système de Sécurité sociale ne sont rien de plus qu'un écran de fumée derrière lequel l'administration Bush cherche à priver les ouvriers américains de leur droit à la retraite durement acquis. Pour ne pas être mis hors jeu, le parti Démocrate a riposté à l'attaque de Bush sur la Sécurité sociale avec un plan de privatisation de son propre jus. Tout cela rend la salve d'auto félicitations sur "l'expansion de l'Assistance médicale" incluant des médicaments délivrés sur ordonnance encore plus cynique que l'on est habituellement à Washington. Et cela encore plus quand on examine plus attentivement le plan ainsi glorifié. Plutôt que de soulager le fardeau économique des millions de personnes âgées et retraitées, le nouveau programme d'Assistance médicale fournira une assistance limitée et, en fait, prépare la voie à la privatisation.

Comme décrit, le nouvel avantage sur le remboursement des médicaments de l'Assistance médicale exigera des retraités qu'ils « investissent » des milliers de dollars dans le système. Quelqu'un inscrit dans le plan devra payer environ 500 \$ par an en cotisations, en plus des 300 \$ complémentaires déductibles. De plus, les candidats doivent prendre en charge 50 % sur toutes les dépenses qui dépasseront 4,500 \$. Notons que c'est ce qui « attend » ceux qui pourront adhérer au nouveau système. Pour l'immense majorité des retraités américains et des personnes âgées, cette nouvelle "expansion" de l'Assistance médicale n'apporte rien

de plus. Cependant, le nouveau plan signifie beaucoup pour les sociétés d'assurance. Les sociétés de services médicaux privées pourront prendre en charge des retraités dans leurs propres programmes de couverture médicale et d'en retirer profit.

Ainsi, dans une frénésie publicitaire typique du double langage, la grande 'avancée' et 'l'extension' de l'Assistance médicale et de la Sécurité sociale, sont en réalité des signes de destruction de ces programmes mêmes. Elle roule, elle roule la réforme. Où s'arrêtera-t-elle? Les capitalistes le savent.. Dans leurs portefeuilles.

Fonds de Pensions pillés par les trusts

Dans des sociétés Occidentales la durée de la vie de la population a augmenté. Mais parallèlement le soin aux personnes âgées est devenu un problème toujours plus important. Comme le capitalisme détruit tous les liens humains et les remplace par des rapports d'argent, les liens familiaux traditionnels se sont affaiblis depuis 30 ans. La vieillesse devient de plus en plus solitaire. Une grande partie des travailleurs ont essayé de d'assurer leur vieillesse en cotisant dans des fonds de pension en grande partie contrôlés par les grandes sociétés.

Seulement voilà, les sociétés ont « maltraité » ces fonds. A quoi ont-elles utilisé ces fonds? Elles les ont généralement utilisés pour gonfler leurs marges "bénéficiaire" propres, pour financer le licenciement des ouvriers et surprise, surprise – pour distribuer une « aumône en or » à d'autres capitalistes (appelé 'consultants en bénéfices') :

« Beaucoup de grandes sociétés font face à une crise des pensions ... elles doivent soudainement verser des millions de dollars sur leurs plans de pension, parce qu'il n'y a pas assez d'argent dans leurs caisses pour satisfaire aux exigences légales. ... Mais pourquoi ces sociétés ne disent-elles pas que certaines d'entre elles ont contribué à l'apparition de ce problème. Elles ont par une variété d'opérations gonflé leurs bénéfices ou ont réduit leurs coûts au détriment de l'investissement dans les plans de pension. Au cours de la décennie passée, des sociétés américaines ont siphonné des milliards de dollars des actifs de leurs plans de pension. Ils ont utilisé l'argent destiné aux soins de santé des retraités pour couvrir les coûts de licenciements d'ouvriers et même pour payer des honoraires aux consultants de bénéfices. »

Schultz, Hélène E. 2003. "Firms Had a Hand in Pension Plight" -Wall Street Journal- 10 juillet - p1.

Le cas de Lucent Technology est un bel exemple de main mise sur les fonds de pension pour "financer des réductions de coûts":

« Lucent Technology Inc., le grand industriel des télécommunications a détourné environ 800 millions de \$ des actifs de pension pour gonfler ses bénéfices, et il a licencié 54,000 employés en 2001 et 2002. Ainsi le plan de pension Lucent est passé de 5.5 milliards de \$ d'avoir, (supérieur au fonds légalement exigé le 30 septembre 200), à 1.7 milliards de \$" consolidé le 30 septembre 2002. »

Schultz, Hélène E. 2003. "Firms Had a Hand in Pension Plight" - Wall Street Journal- -10 juillet - p. 1.

Un autre exemple montre comment les capitalistes aident les sociétés qui les ont "conseillés" pour prélever en cachette dans les fonds de pension :

« En plus du détournement des fonds de pension, elles les ont utilisés pour rémunérer les consultants qui leur ont appris comment détourner les fonds. Par exemple, une note interne des services du fisc montre qu'IBM(International Business Machines) a utilisé 18.4 millions de \$ d'actifs de pension en 2001 pour payer les honoraires à Watson Wyatt, un cabinet de conseil qui a aidé IBM à présenter un solde comptable financier en équilibre. C'est sept fois les honoraires que Watson Wyatt recevait quant il a commencé à travailler pour IBM en 1995. En comparaison, les frais de gestion des portefeuilles d'actifs de pension d'IBM ont diminué environ de 5.5 % au cours de la période. Un porte-parole d'IBM affirme que les honoraires élevés payés au cabinet de conseil ne rémunéraient pas seulement le travail effectué pour la conversion du plan de pension, mais aussi l'augmentation des charges administratives que les consultants ont engagées pour cette tâche. Les honoraires sont raisonnables et nécessaires, a-t-elle déclarée »

Schultz, Hélène E. 2003. "Firms Had a Hand in Pension Plight" - Wall Street Journal- -10 juillet - p. 1.

Non seulement les cadres de société en plongeant leurs mains dans les fonds ne se sont pas seulement servis pour eux-mêmes. Ils ont utilisé la méthode "comptable ENRON ", pour "présenter" un bilan final satisfaisant.

« En attendant, beaucoup d'employeurs ont mis moins d'argent dans des plans de pension en premier lieu, parce qu'ils ont adopté des changements structurels qui ont fait apparaître les plans mieux financés sur le « papier ». Convertissant les plans en ce que l'on désigne par "cash balance", opération qui permet de réduire les sommes que les sociétés destinent aux fonds. Toutes ces manœuvres étaient légales, fondées sur des dispositions mystérieuses et peu connues de la loi américaine sur les pensions et enterrées dans les archives d'entreprise. Une partie des fonds ainsi détournés ont bénéficié à une industrie prospère de 'consultants en bénéfices', qui ont conseillé les sociétés

dans l'utilisation des surplus de pension énormes que le marché avait généré. »

Schultz, Hélène E. 2003. "Les sociétés Avaient une Main Dans la Situation critique de Pension." "Wall Street Journal" (le 10 juillet) : p. 1.

D'autres entourloupes plus récentes consistaient à proposer aux employés une somme forfaitaire plutôt qu'un paiement mensuel. Elles étaient présentées de façon attrayante à l'employé, mais en réalité c'était avantageux seulement pour la compagnie:

« Les employeurs affirment que les employés avaient le choix. Et en effet, les employés ayant le choix, ont opté majoritairement pour la somme forfaitaire. Mais les sociétés ont offert des sommes d'argent pour une raison pragmatique aussi : réduire les coûts. Bien que peu d'ouvriers le comprennent, quand une personne âgée accepte une somme forfaitaire, le déboursement coûte à l'employeur de 10 % à 20 % moins cher que si le retraité avait choisi de toucher une pension mensuelle Le total des sommes forfaitaires de pension est inférieur à la somme des versements mensuels. Cela grâce à une disposition peu connue, qui quand un employé prend volontairement sa retraite plus tôt et choisit une pension forfaitaire, permet aux employeurs de décompter certaines subventions de préretraite que dans le cas ou lui ou elle avait opté pour une pension mensuelle. Les subventions sont destinées à encourager le départ d'ouvriers dès l'âge 55. Dans ces cas, les subventions servent à augmenter les bénéfices des sociétés. L'employeur paye moins que ce qu'il avait engagé pour cet employé. La société peut ainsi revenir complètement sur ce à quoi elle s'était engagée avec pour résultat un gain pour elle. »

En plus de cela, les employeurs ont abandonné le système par lequel les pensions étaient calculées par la formule traditionnelle - qui multiplie le dernier salaire par les années de travail- pour un système qui donne à chaque employé "un solde de

compte" théorique qui grandit d'un certain pourcentage chaque année.

Ainsi les entreprises ont réduit la croissance de leurs frais de pensions, fait baisser leurs dépenses pour les pensions et ont transformé l'excédent ainsi dégagé en profits pour leurs actionnaires.

« .. Et à nouveau Surprise, surprise, - ces sociétés qui n'ont pas cotisé pour les fonds pendant des années, demandent maintenant au Congrès un allègement - de nouvelles règles- qui réduiraient les exigences de financement des plans de pension, qui les feraient paraître plus saines aux actionnaires et au gouvernement. Ils cherchent ainsi à avoir le droit de réduire les indemnités de pension versées employés qui partent à la retraite. »

Schultz, Hélène E. 2003. "Les sociétés Avaient une Main Dans la Situation critique de Pension." "Wall Street Journal" (le 10 juillet) : p. 1.

Enfin les sociétés essaient de diminuer encore plus leurs charges en demandant au Congrès de réduire le taux auquel les calculs sont effectués pour maintenir un niveau minimum aux fonds de pension. Toutes ces machinations rendent l'avenir encore plus précaire pour la vieillesse. Sombre est l'avenir pour qui a sué « sang et eau » pour le capital.

CONCLUSION

Quoi de plus fondamental pour des ouvriers qu'un emploi assurant la vie de la famille et l'abri, les services médicaux et la sécurité pour la vieillesse ?

**Le capitalisme ne capitulera pas.
Il doit être détruit.
Edifions le Parti marxiste - léniniste!**

Article paru dans le Journal d' Alliance
Marxist-Leninist (Amérique du Nord)
Volume 1, Issue 5; June-July 2003

SUR NOTRE SITE INTERNET WWW.MILITCOM.ORG

Nouveauté :

PETIT DICTIONNAIRE PHILOSOPHIQUE ML

Lutte de classe, lutte des contraires, marxisme léninisme, matérialisme dialectique, socialisme....

Et de nouveaux chapitres du livre

LA GRANDE CONSPIRATION CONTRE LA RUSSIE

Un exposé vivant et documenté des activités subversives et interventions de la réaction mondiale et des activités contre révolutionnaires des partisans de Trotski, contre la jeune République des Soviets jusqu'à la seconde guerre mondiale